

Le débat organisé par X-Sursaut sur l'Énergie et l'Europe s'est tenu le 23 juin 2014 à la Maison des Polytechniciens avec :

- Marie-Louise Casademont (74) associée au cabinet ARCLÈS qui a évoqué la situation des différents pays européens en termes de mix énergétique.
- Agnès Thibault de la Commission Européenne qui a présenté la politique de l'énergie au niveau européen.
- Frédéric Utzmann (2000), Président de CertiNergy qui a présenté sa société et la mise en pratique des politiques d'efficacité énergétique aux niveaux français et européen.
- Henri Prévot (64) qui est intervenu sur les limites de la transition énergétique et a proposé de nouvelles politiques.
- Hubert Lévy-Lambert (53), Président d'honneur de X-Sursaut qui a rendu un hommage à Pierre Delaporte (49), ancien Président d'EDF et a relu un discours de M. Delaporte.
- Claude Fischer, Présidente de Confrontations Europe, qui a notamment présenté les propositions de Confrontations Europe pour une politique climatique, compétitive et solidaire pour 2030.

**Marie-Louise Casademont** a présenté un panorama des mix énergétiques d'une sélection de pays. Il en ressort que le pétrole représente toujours plus de 30% des ressources. L'Algérie montre son profil particulier de pays producteur d'hydrocarbures, qui exporte 73% de sa production et qui est donc totalement indépendant énergétiquement, à côté du profil radicalement opposé de son voisin le Maroc

dont le bilan énergétique repose à 66% sur les importations de pétrole et à 23% sur les importations de charbon. Le charbon représente aussi 23% du bilan énergétique en Allemagne : pour moitié venant du lignite intérieur et pour moitié du charbon dont 1/4 est aussi intérieur ce qui contribue pour un tiers à son indépendance énergétique, de 43%, laquelle est à peine plus faible que l'indépendance énergétique française 47%.

En France, cette indépendance est nucléaire et que pour le Royaume Uni, c'est une indépendance à 50% avec son pétrole et son gaz naturel. L'indépendance énergétique s'élève jusqu'à 62% pour la Suède, du fait du nucléaire, des renouvelables et du bois-énergie. La Suède qui se distingue encore pour sa consommation finale par habitant la plus élevée : 3,75 Tep par habitant, au lieu des 2,2 à 2,5 Tep par habitant pour les autres pays européens.

Le mix est le résultat de politiques énergétiques étatiques : le gaz naturel n'a pas pris sa place en France comme par exemple en Italie parce que cette énergie importée a été régulée pour laisser la place au nucléaire, alors que l'Espagne l'a introduit en force dans son mix énergétique à la fin des années 1980 (25% en 25 ans).

Il y a aussi à prendre en compte la diversité des statuts des acteurs de l'énergie : compagnies nationales ou privées, cela n'aboutit pas aux mêmes mix ; et à la question de la diversité réglementaire, et pas seulement de la réglementation énergétique – un exemple en France, la réglementation de la construction résidentiel/tertiaire, qui a éloigné les investisseurs immobiliers des énergies autres que l'électricité, au moins à une époque.

**Agnès Thibault** de la Commission Européenne a présenté les principales conclusions du Conseil Européen des 20 et 21 mars 2014 dont les discussions se sont concentrées sur trois priorités:

- Les coûts de l'énergie et leurs impacts sur la compétitivité en Europe.
- La sécurité énergétique notamment dans le contexte des tensions en Ukraine.
- Le développement durable et les objectifs relatifs au climat.

Ces discussions visent à la préparation du paquet énergie-climat pour 2030 et doivent suivre les objectifs suivant :

- Fournir une prévisibilité plus forte aux agents économiques.
- Atteindre les objectifs à moindre coût.
- Parler d'une seule voix sur la scène internationale.

L'Europe est bien avancée quant à ses objectifs pour 2020 :

- Entre 1990 et 2012, l'UE a réduit fortement ses émissions de gaz à effet de serre alors que dans le même temps le PIB augmentait de 45%. L'UE est bien parti pour dépasser ses objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre d'ici 2020.
- L'UE devrait également atteindre son objectif d'énergies renouvelables.
- Quant aux économies d'énergie ; elles devraient être de 17% en 2020 soit un peu moins que l'objectif non contraignant de 20%.

Certes, la crise a joué un rôle en réduisant la production mais ce n'est pas le seul facteur. Il faut saluer les efforts de l'industrie et du secteur énergétique pour améliorer l'efficacité énergétique.

La Commission a réalisé récemment une étude sur les coûts de l'énergie qui indique que les prix de gros ont été stables grâce au développement du marché intérieur et de la

concurrence. Cependant les prix de détails ont augmenté dans presque tous les États membres depuis 2008. Il est encore possible d'agir pour modérer les coûts de l'énergie :

- En réalisant plus d'efforts en termes d'efficacité énergétique.
- Avec une utilisation des ressources de production d'énergie de tout le marché intérieur plutôt qu'exclusivement domestique.
- Avec davantage de compétition sur les marchés du gaz notamment en désindexant le prix du gaz du pétrole.
- Avec des systèmes plus efficaces et fondés sur le marché pour les renouvelables.

En ce qui concerne le paquet climat énergie pour 2030 qui a été adopté par la Commission, il propose:

- Une réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre (par rapport à 1990).
- 27% de renouvelables dans le mix de l'UE.

En 2012, la facture des importations de gaz et de pétrole de l'UE s'est élevée à €400 milliards. Si les objectifs de 2030 sont atteints, cela réduirait les importations d'énergie européennes de €170 Mds par an.

**Frédéric Utzmann** a présenté sa société CertiNergy qu'il a créé en 2002. CertiNergy s'internationalise et s'est implantée notamment en Italie et au Royaume-Uni. L'entreprise a pour objectif de fournir des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) à un prix de marché. Les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) ont été introduits en France en 2005 et reposent sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie pour les vendeurs d'énergie. Les CEE sont utiles mais complexes et il y a une nécessité d'accompagner les entreprises dans leurs nouvelles obligations.

**Henri Prévot** a souhaité contribuer à l'éclairage sur les décisions publiques en matière énergétique. Pour une meilleure sécurité d'approvisionnement en énergie et pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, nous avons intérêt à diminuer la consommation française de carburant pétrolier, de fioul et de gaz, pour *in fine*, diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> et renforcer notre sécurité d'approvisionnement en énergie et cela sans dépense inutile. L'ensemble forme un tout cohérent qui ménage le pouvoir d'achat des ménages, aide à la compétitivité de notre économie et tient compte de l'état des finances publiques.

**Claude Fischer** a d'abord fait une évaluation du premier paquet climat-énergie. Elle a notamment démontré que la réduction des émissions de gaz à effet de serre provient plus de la crise économique que de l'intégration des renouvelables qui a provoqué beaucoup d'effets pervers : augmentation des prix, intermittence, investissements coûteux dans les réseaux, réduction des capacités en gaz, nucléaire et dépendance accrue au charbon. Face à cette situation, les États cherchent à adapter leur marché par des mécanismes nationaux, différents d'un pays à l'autre ce qui augmente donc la fragmentation des marchés de l'énergie.

Elle accueille favorablement l'objectif de 40% de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour 2040, mais cet objectif pourrait mettre l'Union en situation de faiblesse pour la prochaine conférence des Parties à Paris en 2015. En revanche, Confrontations Europe se prononce contre l'établissement d'un objectif de 27% pour les renouvelables dans la production d'énergie primaire au niveau européen. Cela représente un bonus pour l'Allemagne au détriment d'autres technologies comme le gaz et le nucléaire.

Il faut moderniser le marché de l'énergie européen en créant un marché de contrats à

long-terme en parallèle au marché spot et réformer le régime des aides d'État. Le nucléaire est en particulier exclu de cette réforme, ce qui est extrêmement surprenant.

Elle propose de soutenir la recherche sur la captation et séquestration du carbone car certains États Membres comme la Pologne en auront besoin, ainsi que de reporter tout objectif en matière d'efficacité énergétique et de transports.

La gouvernance européenne s'appuie sur les politiques nationales, mais encore faut-il que ces politiques soient correctement mises en œuvre et coordonnées. Une politique de relations extérieures fortes est nécessaire pour travailler à la sécurité d'approvisionnement en gaz et pétrole.

**Hubert Lévy-Lambert** a rendu hommage à Pierre Delaporte, Ingénieur Général honoraire des Ponts et Chaussées et notamment ancien PDG d'EDF, décédé le 17 mars 2014 après avoir lutté courageusement contre une longue et dure maladie. Sa nécrologie complète est disponible sur le site de X-Sursaut ainsi que le texte d'une de ses interventions que Hubert Lévy-Lambert a relu à notre réunion du 23 juin.